

Les Dossiers de La Vigie

L'Algérie, le *Hirak* et la France

La Vigie suit attentivement le dossier maghrébin depuis de nombreuses années. [Au centre du Maghreb et dans une relation ancienne à la France, il y a l'Algérie.](#) Ce pays proche est un thème d'études régulier du Cercle euromaghrébin de *La Vigie* (CEM : [lien](#)) que nous conduisons depuis plus de deux ans. Ce Cercle réunit pour un échange de vues mensuel et informel quelques spécialistes ou experts intéressés par les questions euromaghrébines et par la perspective stratégique de la Méditerranée occidentale. Il va de soi que le *Hirak* (le mouvement) déclenché en Algérie depuis plusieurs mois a particulièrement mobilisé le CEM, d'autant plus qu'il entretient des contacts multiples avec des acteurs et chercheurs sur place, ce qui lui offre une vue précise de la situation en Algérie.

Aussi, après avoir été relativement discrets jusqu'ici à ce sujet (tout de même : deux lorgnettes du [LV 112](#) et [115](#), un article du [LV 117](#), un [billet sur le site](#)), il nous semble aujourd'hui opportun de faire valoir nos vues sur ce dossier qui intéresse la France au premier chef.

C'est pourquoi les deux rédacteurs habituels de *La Vigie* se sont associés la compétence et l'autorité du professeur Kader Abderrahim, maître de conférences à Science Po et membre du CEM.

Voici donc [un texte à trois voix qui parle surtout de l'Algérie, mais aussi du Maghreb et de la France.](#)

JDOKKA 18 mai 2019.



Table des matières

1- Algérie : un moment de renouveau ?	3
Le temps long de l'histoire et de la géographie	3
Un pays neuf	4
Le dépassement des certitudes	5
L'intérêt réciproque de l'Algérie et de la France.....	5
Une normalisation paradoxale	6
2- Longue vue algéro-française.....	8
Face à face	8
Côte-à-côte	10
Un bassin pilote autour de l'axe Alger-Paris.....	10
Sans naïveté mais sans hésitations	11
3- La transition algérienne en cours	12
Données générales.....	12
Données intérieures.....	12
Calendrier à venir	14
4- Que faire maintenant ?	15
Un système plus fragile qu'il n'y paraissait.....	15
Une fragilité plus générale	16
Parlons de nos intérêts communs et construisons un projet ambitieux	17

1- Algérie : un moment de renouveau ?

Les événements qui touchent l'Algérie depuis plusieurs mois frappent tous les observateurs aussi bien par la forme qu'ils prennent que par les effets politiques qu'ils induisent. Chacun a le sentiment d'assister à un moment charnière et au **profond renouvellement du destin politique de l'Algérie**. Et beaucoup s'essayent à des comparaisons avec d'autres mouvements populaires, dans l'espace (Gilets Jaunes en France, mouvement soudanais voire manifestations au Mali) ou dans le temps (il s'agirait d'une seconde vague du très mal nommé *printemps arabe* de 2011).

Quitte à comparer, nous pensons plus au mouvement de manifestations qui, en 1988 et 1989, affecta l'Europe de l'Est et provoqua la chute du mur de Berlin, la disparition du pacte de Varsovie et la fin de l'URSS : un moment de transition radicale qui changea le destin des peuples d'Europe de l'Est et, incidemment, la trajectoire de l'ordre mondial.

Ce qui se passe en Algérie n'affectera peut-être sans doute pas l'ordre mondial mais très probablement la destinée algérienne et au-delà, maghrébine, et celle du monde arabe. Tout d'abord, en périmant les motifs qui avaient structuré le pays depuis 1962 : aussi bien l'accession militaire à l'indépendance dans le narratif de la construction nationale que le raidissement politique sécuritaire et la réconciliation qui ont suivi la *décennie noire*.

Le temps long de l'histoire et de la géographie

Plaçons-nous d'abord dans une perspective braudélienne, celle du temps long et des conditions géographiques. Comme beaucoup d'autres en Afrique du Nord, l'Algérie moderne est un pays relativement neuf. C'est d'abord une géographie : une côte méditerranéenne (le tell) adossée à un massif montagneux (les deux atlas, tellien et saharien), l'ensemble étant relativement peuplé le long de la côte avec notamment un ancien soubassement berbère (25 à 30 % de la population). À cette côte rocheuse s'est ajouté le Sahara et ses espaces désertiques (80 % de la superficie actuelle) qui fait de l'Algérie le plus vaste pays d'Afrique.

Cette terre a de longtemps été administrée par des puissances étrangères malgré quelques épisodes plus autonomes (royaumes berbères, résistance territoriale de la Kahina) : ce furent des moments carthaginois, romains, vandales, byzantins, arabes (avec des dynasties locales : fatimides ou almohades). Mais il s'agissait de royaumes plus maghrébins qu'algériens proprement dits. La *Reconquista* provoqua l'arrivée des Morisques. Au XVI^e siècle, Espagnols et Portugais lancent des expéditions assiégeant Alger, siège actif de multiples trafics. Le corsaire Aroudj

Barberousse sollicite l'aide des Ottomans et installe une Régence dépendant de Constantinople en 1515. Celle-ci établit son autorité sur le nord de l'Algérie actuelle (avec des royaumes indépendants, Koukou et Beni Abbès) et ses revenus sont principalement basés sur la guerre de course, ce qui n'est plus toléré à partir du début du XIX^e siècle (intervention d'une escadre américaine en 1815).

Un pays neuf

La dernière puissance étrangère installée va paradoxalement permettre la naissance du pays. La colonisation française, débutée en 1830 sous un prétexte anodin, a en effet annoncé les conditions de la décolonisation à la suite de la guerre de libération qui aboutit à l'indépendance en 1962. [En se soulevant contre la colonisation française qui prétendait l'absorber, l'Algérie prenait conscience d'elle-même et donnait un sens à une histoire et une géographie assez hétéroclites.](#) Ceci explique notamment l'importance depuis soixante-dix ans de ce récit fondateur : il est proprement identitaire car il justifie et structure l'unité algérienne. Notons également que cette indépendance donna à l'Algérie une nouvelle amplitude géographique avec l'incorporation d'une large part du Sahara. Cela favorisa son expansion spatiale, sa structuration régionale par l'ouverture à un hinterland méridional et sa prospérité rentière par l'accès à des ressources énergétiques conséquentes.

L'Algérie est donc un pays relativement neuf en tant que pays souverain, ce qui ne signifie pas qu'il faut occulter des racines historiques lointaines encore très vivantes.

Il dût faire face à un autre défi à partir de 1990, celui d'une révolte islamiste dans le prolongement du retour de ses combattants afghans. L'Algérie a ainsi été [la première à affronter l'islamisme violent](#), ce qui allait devenir une priorité mondiale, dix ans plus tard, à la suite des attentats du 11 septembre aux États-Unis. L'Algérie traita ce difficile problème au cours de la *décennie noire* des années 1990, avec une guerre civile meurtrière. Un nouveau cours politique à la fin des années 2000, avec le premier mandat d'A. Bouteflika, permit de sortir de la crise. Le compromis politique passé alors favorisa un Système de pouvoir prédateur qui fut reconduit de mandat en mandat, se calcifiant à mesure et étouffant les évolutions politiques : autrement dit, il provoqua un blocage. Mais depuis les deux derniers mandats du Président Bouteflika, aucun compromis politique n'a pu s'établir pour assurer une relève souple du Système.

Le dépassement des certitudes

Le mouvement (*Hirak*) lancé depuis trois mois dépasse aujourd'hui toutes les habituelles rébellions algériennes, sociales, régionales, corporatistes, religieuses.

Au fond, il conteste le narratif classique fondé sur la centralité du discours sur l'indépendance et le risque d'une majorité islamiste qui mènerait à une nouvelle tragédie. Non que ces éléments soient niés, mais les Algériens les considèrent comme le passé et ils veulent construire un avenir. Or plusieurs facteurs périssent ces vieux discours.

D'une part, [le traitement mondial de la menace islamiste](#) (Afghanistan, Irak, Syrie) et son échec global rendent moins populaire cette offre politique intégriste. D'autre part, la démographie algérienne a une structure spécifique et près de la moitié de la population a moins de vingt ans. [La jeunesse regarde l'indépendance comme un épisode passé de l'histoire ancienne](#) et pas comme un facteur du présent ; elle n'a pas eu l'expérience de la *décennie noire* qui appartient pour elle au passé récent. Enfin, [cette jeunesse est connectée par les nouveaux outils de communication](#) qui introduisent, comme partout ailleurs, une horizontalité y compris régionale, arabe et européenne qui remet en cause radicalement la verticalité traditionnelle du pouvoir centralisé à Alger.

Le moment algérien est donc en phase, voire en avance, avec l'évolution d'un monde contemporain très fluide. Nous sommes en effet entrés collectivement dans le XXI^e siècle en fermant la période de l'après-Guerre froide qui a duré de 1990 à ces derniers mois. Nous sommes désormais dans l'après après-Guerre froide où le monde invente de nouvelles configurations qui ne sont pas toutes négatives.

[Nous sommes en train de vivre l'émergence d'un monde nouveau et l'Algérie du *Hirak* est entrée à son tour dans ce tempo du changement mondial.](#)

L'intérêt réciproque de l'Algérie et de la France

Cette situation renouvelle les rapports avec la France. Nul ne songerait à nier la profondeur du lien entre les deux nations. Il ne tient pas seulement à l'histoire, malgré l'importance de celle-ci comme on l'a vu, mais aussi à d'autres facteurs beaucoup plus prégnants.

Signalons d'abord [l'importante communauté franco-algérienne](#) qui est le résultat de l'immigration, avec des célébrités comme Z. Zidane illustrant une intégration certaine. Beaucoup de ces Français d'origine algérienne (environ 1,5 M d'habitants), conservent évidemment des racines au moins affectives avec l'autre côté

de la Méditerranée, même si elles s'estompent peu à peu, comme cela fut le cas avec les précédentes immigrations de voisins européens, polonaise, italienne, espagnole ou portugaise. Rien que pour cela, la France ne peut rester indifférente au mouvement en cours qui la concerne directement.

La francophonie constitue aussi une autre dimension : quiconque a fréquenté le Maghreb et notamment l'Algérie ne peut qu'être frappé de l'intérêt constant des Maghrébins envers la vie politique et culturelle française. Les chaînes de télévision par satellite et plus récemment Internet diffusent de façon permanente une influence culturelle profonde qui marque d'autant plus les esprits qu'un bon nombre des vedettes de la culture et des variétés revendique leur racine algérienne. Cela vient d'ailleurs renforcer la liberté d'expression existant en Algérie et qui permet un dialogue public nourri (que l'on pense aux remarquables chroniques de Kamel Daoud), même si celui-ci ne se traduit pas dans les urnes, les élections ayant été de tout temps très contrôlées. Autrement dit, comme le « printemps tunisien » a été facilité par un certain schéma mental permis par la langue, souhaitons que ce même phénomène favorise le vent de modernité qui souffle aujourd'hui en Algérie.

Une normalisation paradoxale

En revanche, malgré les références incessantes des pouvoirs algériens aux stigmates de la colonisation, en France la question de la guerre d'Algérie ne constitue pas un tabou. Les générations se sont succédé depuis et bien peu gardent encore le souvenir vivace des années noires et de leurs conséquences. Ainsi, les harkis pèsent peu dans la mémoire nationale et les pieds-noirs rapatriés se sont fondus dans la masse métropolitaine. **Autrement dit, l'Algérie n'est plus une question sensible dans l'hexagone**, contrairement à ce que pourraient croire encore certains en France et outre-Méditerranée. La plupart des Français ignorent le détail de la guerre de libération (« la guerre d'Algérie ») et très rares sont ceux qui pensent que cet événement justifie encore des relations spéciales. Dans l'esprit public français, il n'y a guère d'exception algérienne qui nécessite un traitement spécifique aujourd'hui. En fait, paradoxalement, les relations entre les deux pays se sont normalisées. Il y a ainsi un fort décalage des perceptions et l'on observe **un vrai contraste entre un intérêt marqué pour l'autre au Sud et une certaine indifférence au Nord**.

Cela n'est d'ailleurs pas spécifique à l'Algérie. En effet, la France a mis en œuvre une stratégie européenne tournée d'abord vers l'Allemagne et qui lui fait oublier ses autres dimensions géopolitiques, que ce soit vers l'Atlantique ou vers son sud méditerranéen. Ainsi, **l'Algérie entre dans la grande négligence française pour son Sud, qu'il s'agisse de l'Italie, de l'Espagne ou donc plus au Sud du Maghreb**.

Dans le cas particulier de l'Algérie, il y a en outre de la part de Paris une vraie prudence et une retenue attentiste, face au discours régulièrement vindicatif d'Alger.

Le temps est probablement venu pour la France de passer outre ces réserves habituelles et de revenir de façon plus ouverte et attentive vers l'Algérie. Le *Hirak* en cours en est l'occasion, lui qui brise bien des carcans et appelle à un profond renouvellement des cadres sociopolitiques et stratégiques.

Le Hirak, c'est une offre de renouveau pour l'Algérie et pour la France.

2- Longue vue algéro-française

L'Algérie et la France, voilà donc deux pays voisins qui se font face de part et d'autre du bassin de la Méditerranée occidentale. Chacun d'eux au cœur de son environnement, maghrébin et africain pour le premier, latin et européen pour le second, regarde de l'autre côté de la Méditerranée ; chacun s'intéresse à ce qui s'y passe. Car **chacun a gardé une mémoire contrastée des 130 ans d'une vie commune** mouvementée, soldés par une guerre de libération qui a suscité de nombreuses cicatrices de part et d'autre et abandonné une « population partagée » de plusieurs millions de personnes à sa difficile destinée ambivalente de biculturels et, pour certains, de binationaux. Deux pays voisins qui ne peuvent s'ignorer.

Face à face

Car l'asymétrie s'est vite installée en 1962 entre la France au Nord qui s'est adonnée avec vigueur à son développement (les Trente glorieuses) et à sa destinée européenne et continentale, polarisée par Strasbourg et Bruxelles, et l'Algérie en face, centre du Maghreb, qui a tiré de confortables ressources rentières de son Sud et une autorité politique prestigieuse de son triple attachement à l'espace arabo-musulman, au progressisme socialiste et au non-alignement international.

Aujourd'hui, à Alger, si la jeune société algérienne actuelle de près de 45 Mh est largement ouverte sur le monde, elle regarde d'abord son voisinage direct, tunisien et marocain, français et espagnol ... Elle y voit une nouvelle frontière de modernité et de progrès, un espace familier dont elle connaît les usages et où elle a encore de la famille. Mais la société française de 67 Mh, plus anciennement constituée en nation, et dont plus de 10 % a toujours des repères en Algérie, lui a en fait tourné le dos pour vivre à l'échelle européenne et mondiale. De surcroît, elle est en permanence mal impressionnée par les échos d'une *décennie noire* tragique, la constance d'un pouvoir prétorien opaque et la menace de radicalisation religieuse.

Aujourd'hui, à Paris, les échos du passé colonial sont comme étouffés après soixante-sept ans d'indépendance ; ils évoquent une double guerre civile cruelle, entre Algériens comme entre Français, dont la société française a préféré oublier les épisodes tragiques, alors qu'à Alger, la mémoire coloniale servait de ciment commode à l'unité nationale. Or ce narratif colonial était entretenu comme un droit de tirage moral imprescriptible sur la société française, même si pour la jeunesse algérienne, tout cela relève désormais de la préhistoire de leur pays qui vit aujourd'hui une renaissance et l'émergence d'une nouvelle identité nationale.

Mais une défiance distante s'est installée du fait de ce face-à-face asymétrique. Et ce, d'autant plus facilement qu'elle contrastait avec un paternalisme français bienveillant à l'endroit du frère ennemi marocain qui avait tous les droits et tous les avantages. La jalousie fière d'un côté, la préférence affectueuse de l'autre. La *décennie noire* a été un moment de solitude durement ressenti par l'Algérie, qui l'a rapprochée des États-Unis, seuls partenaires alors sensibles à sa guerre contre le terrorisme.

Aujourd'hui, chacun de ces deux pays qui se font face en Méditerranée vit une période agitée de remise en question complexe de ses équilibres propres. Les peuples expriment fortement leur lassitude d'une géopolitique et d'une géoéconomie qui ne les servent plus suffisamment. La révolte pacifique et maîtrisée, la transition sociopolitique positive en cours à Alger d'un côté, la crise violente, le grand débat effervescent et la relance politique en cours à Paris de l'autre, offrent sans doute à chacun un climat favorable à la prise de conscience de nouvelles pistes pour s'adapter au flux des évolutions stratégiques de la planète. Parmi celles-ci, il y a pour chacun des deux pays une meilleure appréciation de son environnement régional direct et des potentialités qu'il présente. *C'est sans doute le moment propice de redécouvrir les atouts et les réalités de l'autre qui lui fait face en Méditerranée.*

Dans le concert européen en effet, Paris se retrouve souvent isolé après la désertion européenne de Londres, la compétition politique qui se radicalise avec Berlin, les désordres politiques structurels à Rome et Madrid. Ses projets européens s'enlisent. Ses convictions multilatérales et ses connivences occidentales s'affaiblissent du fait d'une administration américaine qui affirme ses intérêts sans manière et d'une puissante coordination sino-russe qui prend sa part de la gouvernance mondiale. De son côté, Alger est en délicatesse avec les tensions sécuritaires de son Sud sahélien, observe avec inquiétude l'évolution des tensions sécuritaires libyennes et politiques tunisiennes et reste confiné dans l'impasse sahraouie qui ruine sa relation avec le Maroc. Sa méfiance envers l'islam politique wahhabite des pétrodollars est grande, son inquiétude face aux tensions de la péninsule arabique (Syrie, Yémen) est réelle et son interrogation reste forte face à l'activisme russe dans son espace comme face à l'incursion massive des terminaux européens des routes de la soie qui débouchent en Afrique du Nord.

Chacun des deux pays, Algérie et France, est à sa façon orphelin d'une dynamique dans laquelle s'inscrivait jusqu'ici naturellement sa stratégie régionale.

À part le cadre très formel de l'initiative « 5+5 défense » à l'ambition si limitée, *Alger et Paris n'ont guère d'espace pour échanger sur ces questions essentielles qui*

les concernent directement. Ils ne peuvent guère étudier de concert les bonnes occasions qui se présentent à eux en voisins conscients du monde qui va.

Côte-à-côte

On va donc soutenir ici qu'il serait opportun pour Alger et Paris dans ce contexte de *passer du face-à-face au côte-à-côte* pour tirer désormais un meilleur parti d'un voisinage ancien et approfondir autant que possible leurs intérêts communs. Dans les transitions en cours, ces deux pays seraient en effet bien avisés de compter un peu plus l'un sur l'autre, sur leurs relations anciennes, sur leurs complémentarités naturelles à développer et sur leurs atouts partagés pour enclencher une dynamique de modernisation socioéconomique mutuelle profitable à tous dans la région.

Il y a entre ces deux pays un fort potentiel de réajustement de leurs sociétés comme de leurs stratégies.

Sans jamais vouloir faire de leurs relations nouvelles un partenariat exclusif, il serait avantageux à Alger comme à Paris de proposer que chacun participe mieux au développement humain, social, culturel, industriel et commercial de l'autre. Si la France est bien placée pour connaître la fierté et la résolution du peuple algérien et pour avoir appris à les respecter, l'Algérie est de son côté bien placée pour connaître les talents, les entreprises et l'empathie du peuple français et les apprécier. La connaissance mutuelle qui a existé naguère n'a pas été entretenue assez méthodiquement. Elle reste donc à rénover et à relancer. La relation franco-algérienne doit intégrer progressivement les principes de *compatibilité, cohérence, complémentarité, convergence, coordination, coopération, connivence* selon le degré de confiance établi. C'est le fameux chapelet des actions de type « c » que les Européens égrènent entre eux comme fil directeur d'une communauté de destin et d'intérêt.

D'une ambition partagée de redécouvrir les qualités et les atouts de l'autre et de la volonté de les insérer dans un projet commun pourra alors sortir cette communauté euromaghrébine déjà inscrite dans l'histoire et la géographie commune. Sans accord et projet préalable entre Alger et Paris, pas de confiance, et sans confiance, pas de dynamique régionale articulant projets européen et magrébin.

Un bassin pilote autour de l'axe Alger-Paris

Chacun pourrait alors, avec les atouts qui sont les siens, commencer par renforcer la personnalité politique propre des espaces auxquels il appartient, le Maghreb central pour l'Algérie et l'Europe latine pour la France.

Les deux pays au cœur de la Méditerranée occidentale sont les mieux placés pour formuler des projets qui bénéficieront à ses six principaux riverains. Ce bassin d'équilibre méditerranéen, euromaghébin, à la jonction de l'Europe et de l'Afrique, possède en effet de nombreux atouts pour constituer **un véritable laboratoire de la mondialisation**. Une grande partie de ces atouts a déjà été forgé par des décennies voire des siècles d'échanges multiples dans un grand bassin de civilisation.

Il reste à lui donner maintenant **une véritable personnalité stratégique** qui servira d'identité collective de complément aux trois cents millions de personnes directement concernées, cent-quatre-vingts au Nord et cent-vingt au Sud. Les pistes de développement sont multiples dans les domaines industriels, commerciaux, écologiques, culturels ... Beaucoup sont en germe et attendent un climat propice pour prendre leur essor.

Sans naïveté mais sans hésitations

Les rapports entre Alger et Paris doivent s'orienter désormais résolument vers l'avenir et laisser le narratif douloureux des chibani aux historiens. Les jeunesse ardentes qui démontrent à Alger une belle maturité politique connectée au monde et les protestataires en jaune en France qui réclament de vraies mesures de confiance sociale et une vraie relance de la prospérité partagée ont bien des points communs. De la coordination des réponses à leur donner et de la concertation des projets à développer conjointement pourrait sortir une dynamique collective qui engagera de nombreux français et algériens sur **la voie d'un progrès partagé**.

Mais pour que cette perspective se développe, et elle peut le faire rapidement, c'est sans doute **à Alger que l'on doit en prendre l'initiative**, c'est d'Alger que doivent partir les requêtes. La trace de la colonisation ne peut être ignorée.

Car à Paris, on a trop de respect pour la résolution algérienne et d'attente pour une transition démocratique réussie au rythme algérien pour prendre le risque d'en perturber le cours. Mais le peuple algérien doit savoir qu'il tient entre ses mains les clés d'une **formidable aventure collective pour 300 millions de personnes** qui ont gros à gagner dans la décennie qui vient. Il doit savoir aussi que pour le peuple français, ce sera un formidable bras de levier de progrès régional.

3- La transition algérienne en cours

Faisons un rapide point de situation de cette transition, telle qu'on peut la voir en cette fin du mois de mai.

Données générales

Faisons un point de situation. La transition actuelle doit se lire d'abord comme **une affaire intérieure algérienne** dont les divers protagonistes sont toutes les forces qui comptent en Algérie depuis les prémices de la guerre de Libération des années 1950. En ce sens, en recomposant et en réalignant toutes leurs logiques dans un moment commun, elle peut conduire à **une véritable renaissance algérienne** après un processus national qui restera contrôlé par des forces militaires omniprésentes ; depuis l'indépendance, ce sont elles qui ont créé l'État algérien. Mais la dépendance massive de l'Algérie à la rente énergétique va aussi rester un facteur clé du rythme de développement de la transition en cours. La transition devrait conduire à une 2^{ème} république algérienne dans les semestres qui viennent.

Elle va avoir **un impact régional important** sur la personnalité et le développement politique et économique du Maghreb et du Sahel, compte tenu de la centralité algérienne dans cet espace, entre une Tunisie qui expérimente une démocratie arabo-musulmane et un Maroc qui se prépare à faire évoluer son régime monarchique et le système du Maghzen. Avec le Maroc, la relation de l'Algérie reste tendue et avec la France, elle est confuse. Ces deux pays proches sont d'ailleurs assez facilement désignés comme des boucs émissaires, des pays hostiles à cette transition.

La transition est **surveillée de près par des forces extérieures**, en Turquie, dans le Golfe comme aux États-Unis et en Russie qui, tout en évitant des pressions directes, escomptent une modernisation du système sociopolitique qui ménage leurs intérêts.

Données intérieures

Ainsi aujourd'hui deux tendances fortes sont en compétition pour le renouvellement du régime politique et du système autocratique qui l'incarne (une gouvernance militaire appuyée sur une nomenclature qui fluidifie les relations socio-économiques par le ruissèlement de la rente pétrolière) : une tendance prétorienne affairiste d'une part, une tendance patriotique au nationalisme souvent régionalisé d'autre part. Cette tension ancienne compose avec une veine musulmane qui se renforce depuis vingt ans comme un facteur identitaire de substitution et qui traverse toute la société algérienne sans pourtant l'unifier, les diverses tendances ayant des obédiences et des parrainages extérieurs dispersés. Chacune de ces tendances

antagonistes anime la vie politique et traverse les anciennes superstructures héritées de la guerre de libération (syndicats, partis, éducation et religion d'État, industries lourdes, ...). L'État de droit qui n'a jamais existé reste une perspective lointaine et une aspiration encore floue.

Le duel entre le militarisme nationaliste et l'Islam politique est une constante algérienne. La dialectique classique entre ces deux courants n'a pas changé depuis l'année 1992 : « surtout pas de démocratie car elle ferait le lit de l'islamisme ».

Le Système ancien est en état de mort biologique. Il a été démantelé en trois temps par le CEMA, d'abord comme agent exécutif des Services (DRS) (2015) pour le compte du Président déchu, puis comme éradicateur de ses concurrents au nom de la lutte anticorruption (2018), enfin comme épurateur des prédateurs du clan présidentiel au nom du peuple révolté (2019), dans un sauve-qui-peut pour préserver ce qui pouvait encore l'être. Mais ces luttes de « septuagénaires affairistes » et ces règlements de compte entre différents centres de pouvoir politiques, confrériques, d'influence et d'argent n'ont pas entamé la cohésion globale du cœur militaire.

Car l'armée, avec son fondé de pouvoir, le CEMA, qui semble aujourd'hui contrôlée par une génération d'officiers quinquagénaires souvent formés à l'étranger, s'impose **une synthèse collégiale** que le CEMA, comme l'exécutif de façade établi par le président sortant (et sorti), doivent endosser. Pourtant une tension interne à l'intérieur de ce collège existerait entre une veine sécuritaire tentée par une contre-révolution musclée et une veine progressiste plus ouverte au changement et à la modernité. L'arbitrage se ferait entre trois facteurs : la préservation du rôle central de l'armée dans le contrôle de l'expression du peuple, le maintien d'une identité religieuse nationale et celui des privilèges économiques du haut commandement.

Ce collège militaire estimerait qu'une forme algérienne de « démocrature » militaire pourrait satisfaire le peuple pendant un temps.

La rue joue la carte de la résolution pacifique et de l'exemplarité citoyenne. Le ciment de cette révolte est bien un réflexe de **dignité nationale**. Elle donne peu de prises aux pressions du pouvoir et aux influences extérieures en évitant d'exposer ses animateurs. Elle est bien résolue à dégager entièrement ce qui reste du Système, non pour renverser la table ou pour revendiquer une forme de modèle politique démocratique mais bien plutôt dans une immense aspiration à la liberté, à l'entreprise, à la modernité et à la convivialité générale. Elle use peu voire pas des modèles classiques de protestation comme la grève, le défi et la casse d'intimidation ... et elle diffuse aussi des messages de plus en plus politisés par l'influence d'un pacifisme « frériste » qui s'observe dans les mots d'ordre et que le mouvement

Rached s'efforce d'incarner. Une forme algérienne de « démofrérisme » modéré, voire de cohabitation politique pourrait aussi convenir, comme en Tunisie.

Calendrier à venir

Plus personne ne croit vraiment que la date du 4 juillet butoir de la légalité constitutionnelle pour une élection présidentielle pourra être respectée. On parle d'un [haut comité intérimaire](#) et représentatif des sensibilités en présence qui pourrait en délester l'actuel pouvoir transitionnel nommé par le Président déchu dont le peuple ne veut plus. Le régime militaire permettra son établissement si la pression de la rue devient trop forte, pendant ou après le ramadan. Aucune figure militaire ne devrait y siéger mais la collégialité militaire donnera son accord préalable à sa composition, à son calendrier et à sa feuille de route sociopolitique. S'il le fallait le président de ce haut comité pourra être élu président intérimaire avant le 4 juillet, le temps de recomposer des forces politiques, un débat et une séquence électorale définissant une nouvelle légitimité.

Après avoir passé le cap du « vendredi 12 », le 12^{ème} rendez-vous du *Hirak*, comme aucune violence publique n'a été constatée et qu'aucune répression policière n'a été jugée nécessaire, le ramadan devrait amortir la tension jusqu'au début juin, même si chaque semaine, la rue demande plus avec autant d'insistance que de patience.

4- Que faire maintenant ?

Les manifestations algériennes ont marqué les esprits par leur ampleur mais aussi par leurs résultats rapides. Notons au passage qu'il est bon qu'on les désigne par le mot local de *Hirak* qui vaut bien mieux que le soi-disant « printemps arabe » de 2011, expression trouvée alors par les journalistes occidentaux dans une opération de communication qui contrastait avec ce qui se passait réellement sur le terrain. Dans le cas présent, ce mot qui désigne *le mouvement* est venu de la base, ce qui est significatif d'un changement d'approche – mais aussi de la grande prudence des Occidentaux en général, des Français en particulier, à son égard. Or, cette grande prudence cache mal un désarroi voire l'absence de projet politique approprié.

Pourtant, il y a beaucoup à dire et à proposer.

Un système plus fragile qu'il n'y paraissait

Ainsi, la rapidité avec laquelle le président Bouteflika a lâché prise est impressionnante : la première manifestation importante date du 22 février mais c'est celle du 1^{er} mars (jusqu'à trois millions de personnes dans les rues) qui déclenche vraiment le processus : il n'aura fallu que douze jours pour que le président Bouteflika annonce dès le 11 mars qu'il renonce à briguer un cinquième mandat. Cela illustre une réalité qui a été peu soulignée : la fragilité du Système qu'on nous disait tellement opaque et enchevêtré qu'on ne pouvait plus rien faire contre lui.

Au fond, la cinquième candidature n'était qu'une solution d'attente de l'effacement d'un président empêché : un attentisme biologique plus qu'un projet politique réel. Le Système incapable de se mettre d'accord sur les modalités d'une reprise de ses actifs calculait qu'il ne servait de rien de précipiter les choses et que de toute façon, le changement se ferait.

Il se fit (il est toujours en train de se faire) ce qui explique finalement la vitesse avec laquelle le Système a cédé à la rue et relevé le défi. Mais en cédant sur le président Bouteflika et en sacrifiant quelques têtes emblématiques, il ouvrait la boîte de Pandore, celle des purges successives des entourages, des affairistes et des généraux supposés influents. Toutefois, **l'écheveau des corruptions est assez profond pour que cela ne suffise pas**. Nous sommes donc face à un processus qui est loin de s'achever. Cependant, le système s'est surtout concentré sur son cœur alchimique : l'armée.

L'armée et ses apanages divers devrait-on dire d'ailleurs tant on y discerne plusieurs clans. Le CEMA, le général Gaid Salah, n'est finalement qu'une clef de voûte qui tient l'édifice sous tension, comme au sommet d'une arche gothique. Il

diffère en cela d'autres généraux ou maréchaux au pouvoir dans la région. S'il a longtemps soutenu Abdelaziz Bouteflika à qui il a dû son ascension et son poste, il l'a abandonné sans hésitation. Mais s'il est encore un point d'équilibre, il est plus fragile qu'il n'y paraît. **L'armée paraît moins monolithique** qu'on le dit et la relève est probablement prête. Elle gardera, selon la tradition algérienne, sa formule collégiale. Cette fragilité n'est pas celle du Système, c'est celle de toute l'Algérie.

Une fragilité plus générale

Constatons ainsi que si le Système est fragile, la rébellion l'est également. Certes, par prudence, elle fait bien attention à ne pas désigner de leader, de crainte que celui-ci ne soit la cible du pouvoir en place ou qu'un individu ne réussisse pas à trouver l'assentiment de tous les manifestants. Mais du coup, cela entrave la construction sociopolitique d'une alternative. On est ainsi frappé par l'absence non seulement de propositions, mais aussi de débat intérieur permettant de construire des solutions. Au fond, le dédagisme est tellement fort qu'il affecte préventivement la foule et la stérilise. C'est extrêmement malsain et finalement fort peu démocratique, malgré les apparences unanimistes des manifestations.

Il y a en effet trois types de transition. Elles peuvent d'abord être **violentes** : c'est la forme la plus habituelle et la *décennie noire* a montré que cela ne fonctionnait pas bien. Elles peuvent être **octroyées** : les quatre mandats d'A. Bouteflika ont démontré que c'était en fait une impasse, sans cohérence ni pérennité. Elles peuvent être **négociées** ce qui est préférable mais il faut alors que le mouvement s'organise pour porter les vraies revendications collectives et soit ensuite capable de transiger lors des négociations inéluctables pour parvenir à un nouvel équilibre. Or, le *Hirak* ne donne pas l'impression d'avancer dans cette direction-là : c'est sa limite actuelle.

Au fond, la défiance et la suspicion sont devenues les sentiments les plus partagés. Mais on ne construit pas là-dessus une société de progrès qui exige la confiance. Cela entravera la reconstruction d'un nouvel équilibre que ce soit aux plans politique ou économique : tout le monde sera systématiquement suspecté, il y aura toujours un puriste pour déceler un complot, une corruption ou une manigance, et l'apaisement des esprits sera long à installer. C'est une trajectoire délétère.

Le système actuel a incontestablement affaibli l'Algérie, ce pays qui a des frontières fermées avec presque tous ses voisins, qui a une situation économique déplorable qui décourage l'initiative, qui ne survit que grâce à une manne pétrolière qui s'épuise et qui a une jeunesse nombreuse et sans perspectives... Or, la future transition sera longue et elle affaiblira tout le monde si on n'y prend garde : l'Algérie,

bien sûr, mais aussi tout le Maghreb, toute la Méditerranée occidentale et donc la France également.

Parlons de nos intérêts communs et construisons un projet ambitieux

Chacun des voisins de l'Algérie retient aujourd'hui son souffle et se tait. Or, il convient d'aborder les choses de façon dépassionnée et de parler des intérêts. Ceux de l'Algérie, bien sûr, mais aussi ceux de ses voisins. L'intérêt de tous, mais d'abord des Algériens, c'est maintenant de raisonner au niveau maghrébin. C'est aussi l'intérêt de la France que d'y contribuer.

La France doit aider le Maghreb à se constituer et donc l'Algérie à y voir sa **priorité** non pas à cause d'une histoire passée – elle compte certes mais au fond, elle n'est pas la raison essentielle – mais à cause de nos intérêts communs. Car la crise algérienne intervient à un moment clef, y compris en France, au moment d'élections européennes peu motivantes. Un bref retour à l'histoire s'impose. En effet, la France a fait le choix de l'Europe après avoir soldé son empire colonial, à la suite des indépendances successives de 1954, 1960 et 1962. Le traité de Rome fut signé en 1957, celui de l'Elysée en 1963 pour ouvrir une ère de coopération régionale d'un mode nouveau conduisant à une véritable communauté de destin et d'intérêt. La France remplaçait un centre d'intérêt impérial par un autre régional et civilisationnel. Elle compensait une déception et une péremption par un espoir et une construction. Il se trouve que cet espoir européen est aujourd'hui à son tour déçu. Non qu'il faille envisager une rupture, mais l'Europe a atteint son plafond d'intégration communautaire et les peuples européens le manifestent les uns après les autres aux technostructures supranationales européennes.

La France en délicatesse avec son Est continental voudrait se rééquilibrer par son Sud maritime et, dans le cas présent, privilégier le voisinage méditerranéen et proposer de mieux intégrer une **Méditerranée occidentale** de trois cents millions d'habitants.

La France qui comme tous les riverains de la Méditerranée occidentale a besoin de stabilité et de développement, peut aider à corréliser les passions et les intérêts. Il faut tous faire ensemble du Maghreb, et de l'Algérie en son centre, le moteur du développement euro-africain. C'est près d'un milliard d'Africains qui en bénéficiera ; le marché global de la modernité est immense.

La stabilité de l'Algérie ne pourra passer que par la stabilité du Maghreb, et celle-ci aura besoin de la prospérité de la Méditerranée Occidentale mais aussi du

développement sécurisé du Sahel. Au cœur du Maghreb, l'Algérie constitue un objet neuf qui peut se projeter ainsi dans l'avenir de façon positive et ambitieuse. La France comme ses voisines latines ont un grand intérêt à l'y aider.

À son rythme et à sa façon fière et méthodique, l'Algérie pourra accéder à un mode de gouvernance rénovée d'un État maghrébin modernisé, avec tous les outils de l'État de droit dans un pays arabo-musulman. Cela inclut notamment une sécurité juridique et financière qui fait encore défaut ; un code de la famille compatible avec ceux des sociétés européennes de culture latine avec lesquelles elle a des familles partagées ; un système fiscal transparent et universel ; des partis de plein exercice entrant dans un jeu démocratique apaisé ; des libertés économiques qui donnent de l'espoir à une population jeune qui veut construire son avenir. La France et ses voisins espagnols, portugais et italiens sera heureuse de proposer sa technologie, ses biens, ses ingénieurs, ses entrepreneurs, ses experts, ses solutions dans des échanges dynamiques et paritaires.

Il nous faut désormais parier sur la jeunesse algérienne et maghrébine qui se manifeste semaine après semaine. Elle est connectée et beaucoup plus homogène et unifiée que les systèmes politiques actuels ne le laissent voir. Elle a le goût des échanges et partage l'aspiration à un monde qui lui laisse toute sa place et utilise toute son énergie. Il faut répondre à cette attente en proposant un projet ambitieux et dynamique. Il ne s'agit pas seulement de défaire le monde ancien, mais désormais il faut construire un monde nouveau dans ce petit coin assez homogène de la Méditerranée. Et sans doute le constituer en un laboratoire régional de la mondialisation qui profite d'abord aux voisins régionaux.

Il est temps désormais pour tous de sortir du bois. Cette responsabilité est commune à toutes les parties en présence : les responsables en place qui doivent désormais ménager la transition ; les turbulents qui doivent désormais consolider leurs revendications ; les voisins qui doivent proposer et aider. C'est à un réajustement général de la région qu'il faut procéder grâce au *Hirak* algérien.

C'est notre intérêt commun. Il est temps de le mettre en œuvre. Car au fond de la boîte, Pandore trouve l'espérance.

JDOKKA, le 18 mai 2019